

Maître d'ouvrage :

SCEA GIRON D'OR

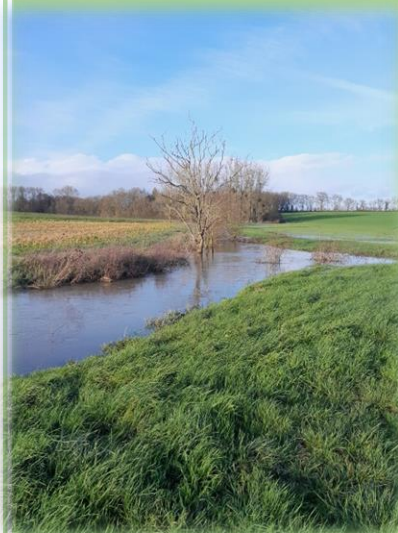
***Siège d'exploitation : Le Grand Retard***

***Boufféré***

***85600 Montaigu-Vendée***

# Pré études technique et réglementaire

## PROJET DE RESERVE EN EAU



**SCEA Giron d'Or**

**Le Grand Retard**

**Boufféré**

**85600 Montaigu  
Vendée**

# 1 Identification de l'exploitation

SCEA Giron d'Or  
Le Grand Retard  
Boufféré  
85600 Montaigu-Vendée

Référent projet : Julien Guilloton

Tel : 0688471888

Mail : [grivesauxloups@orange.fr](mailto:grivesauxloups@orange.fr)

SAU : 142 ha  
UTH : 3 associés

L'exploitation compte aujourd'hui un troupeau de 320 taurillons ainsi que 4 bâtiments de 400m<sup>2</sup> de volaille label.

En termes de production végétale l'exploitation compte aujourd'hui 142 ha de cultures répartis avec 65 ha de maïs, 55 ha de blé et 5 ha d'orge et 7 de féveroles.

## 2 Objet du dossier :

### 2.1 Le Projet

Le projet consiste créer une réserve d'eau d'un volume de 100 000 m<sup>3</sup> d'eau. 120 ha sont irrigable sur l'exploitation. Le remplissage s'effectuera sur la période hivernale (1<sup>er</sup> novembre au 31 Mars).

Le remplissage de la retenue s'effectuera par relevage d'eau du cours d'eau le Blaison.

Le projet se situe au lieu-dit le Grand Retard à Boufféré, Montaigu Vendée.

### 2.2 Motivation

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 100 000 m<sup>3</sup>.

L'exploitation n'est actuellement pas irriguant. L'accès à l'eau est aujourd'hui primordial pour l'exploitation en polyculture élevage. L'irrigation de 65 ha de maïs permettra d'assurer un minimum de rendement pour le cheptel bovin.

L'implantation de féverole est également envisagée afin de réduire l'achat de protéine à l'extérieur.

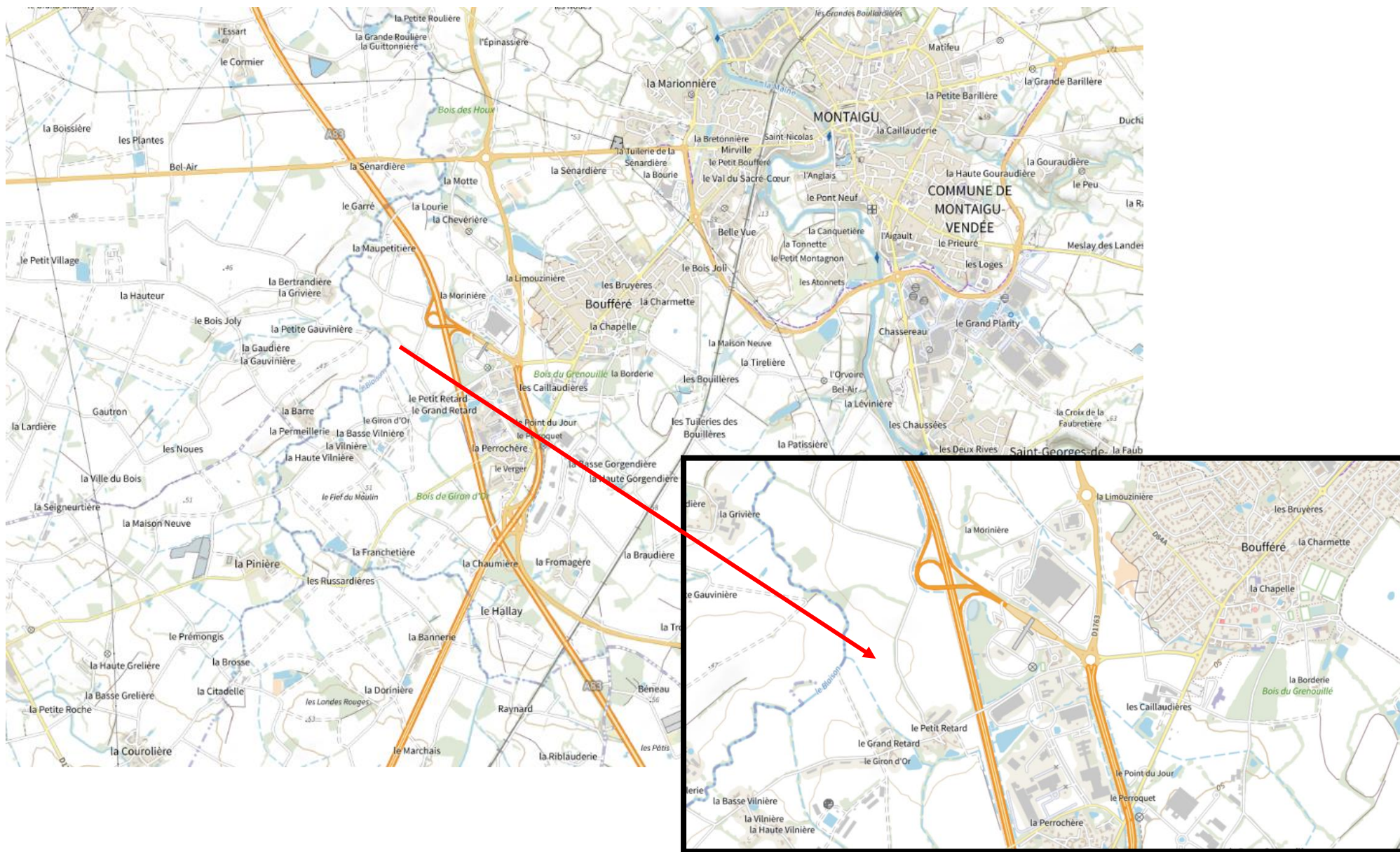
Les coûts d'aliments étant en forte hausse ces dernières années, l'exploitation souhaite gagner en autonomie alimentaire et protéique afin de maintenir son cheptel bovin. Avec un volume d'eau suffisant l'exploitation pourra également envisager l'avenir sereinement et maintenir une qualité et quantité suffisante de fourrage pour son cheptel.

L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant, pour effectuer un apport en eau durant la période d'étiage. L'emplacement du projet a été orienté par sa proximité avec le parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, des capacités de remplissage ainsi si que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage



## 2.3 Situation géographique

Le projet se situe sur la commune de Boufféré, Montaigu Vendée en région Pays de la Loire.



## 2.4 Contexte réglementaire

SDAGE Loire Bretagne Sage Sèvre Nantaise	Le projet se situe dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion de La Sèvre Nantaise dans le périmètre du SDAGE Loire Bretagne.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non Concerné. Le projet présenté ne se sur superpose pas à une zone humide.
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. Procédure soumise à déclaration
3.3.5.0 Restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques.	L'ouvrage sera entièrement déconnecté du milieu naturel en période d'étiage.
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe	Un complément de remplissage pourra être effectué par un pompage en cours d'eau
Rubrique 3.1.2.0. : IOTA conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0	La mise en place d'un piège à eau impactera un linéaire de cours inférieur à 100m. Déclaration

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet sera soumis à déclaration préalable de travaux.

## 2.5 Urbanisme

Une déclaration préalable ou un permis d'aménager sera réalisée au titre du Code de l'urbanisme. Les études techniques permettront de déterminer précisément la superficie du projet en fonction du volume visé et donc de la procédure à appliquer. S'il s'avère que la surface sera inférieure à 2 ha, une déclaration préalable sera déposée. Si la surface sera définie à plus de 2 ha, un permis d'aménager sera déposé.

Le site se situe en zone A autorisant ce type de projet.

## I | DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITES

### Destinations et sous-destinations autorisées

### Destinations et sous-destinations admises sous conditions

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, sous réserve qu'il s'agisse d'ouvrages, installations, infrastructures ou constructions en lien avec la gestion de l'eau, des réseaux, de la circulation, des télécommunications, ou la gestion des milieux et de la fréquentation du public, dès lors qu'elles sont compatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages

Les constructions et installations liées à la méthanisation, sous réserve que les conditions d'accès soient suffisantes et que l'activité de méthanisation soit liée à l'activité agricole (utilisation de matières premières issues de l'agriculture notamment),

- L'extension limitée des constructions d'habitation autorisées à la date d'approbation du PLUi, à condition que le total de l'emprise au sol des extensions ne dépasse pas 30 % de l'emprise au sol de la construction existante.
- La réalisation d'annexes à condition de se situer en tout ou partie à moins de 20 mètres du point le plus proche de la construction principale à laquelle elles se rattachent et à condition que leur emprise au sol et la surface de plancher ne dépasse pas 50 m<sup>2</sup>,
- Le changement de destination des bâtiments répertoriés au plan de zonage, en habitat ou en hébergement touristique, dès lors que ce changement respecte le principe de réciprocité sanitaire, et sous réserve de l'avis conforme de la Commission Départementale de la Préservation des **Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)**,

- Les affouillements et exhaussements du sol lorsqu'ils sont liés et nécessaires à la réalisation d'une occupation ou utilisation du sol autorisée au sein de la zone,

- Les constructions et installations nécessaires au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole (CUMA) sous réserve qu'elles soient implantées à proximité des sièges d'exploitation existants ou de secteurs urbanisés afin d'éviter le mitage agricole. Toutefois, une implantation différente pourra être éventuellement autorisée si des contraintes techniques ou de mode d'exploitation/élevage le justifient.

Le projet veillera à s'échapper de la zone N en proximité du cours d'eau. Celle-ci correspond au lit majeur du cours d'eau ce qui pourrait endommager l'ouvrage en période de crue.



## 2.6 Caractéristiques du projet

La futur retenue la parcelle : 0012 section ZO

L'emprise sera en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de son positionnement vis-à-vis du parcellaire agricole de l'exploitation, de ses caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux.



Le remplissage de la retenue se fera par l'intermédiaire 7 du Blaison. Ce relevage d'eau assurera le volume de la retenue.

## 2.7 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer l'autonomie fourragère et protéïque de l'exploitation qui aujourd'hui représente une charge importante pour l'exploitation. La hausse des rendements de culture céréalière permettra d'augmenter la marge brute de la structure.

### 3 Contexte environnemental

#### 3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau

La commune de Boufféré, Montaigu Vendée est située dans le bassin versant de la Sèvre Nantaise, pour le projet présenté.

L'alimentation par interception des eaux de surface devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne.

Zone hydrographique : La Grande Maine du Rau du Blaison à la Sèvre nantaise M745.

Source station météo France aux Landes Génussons :

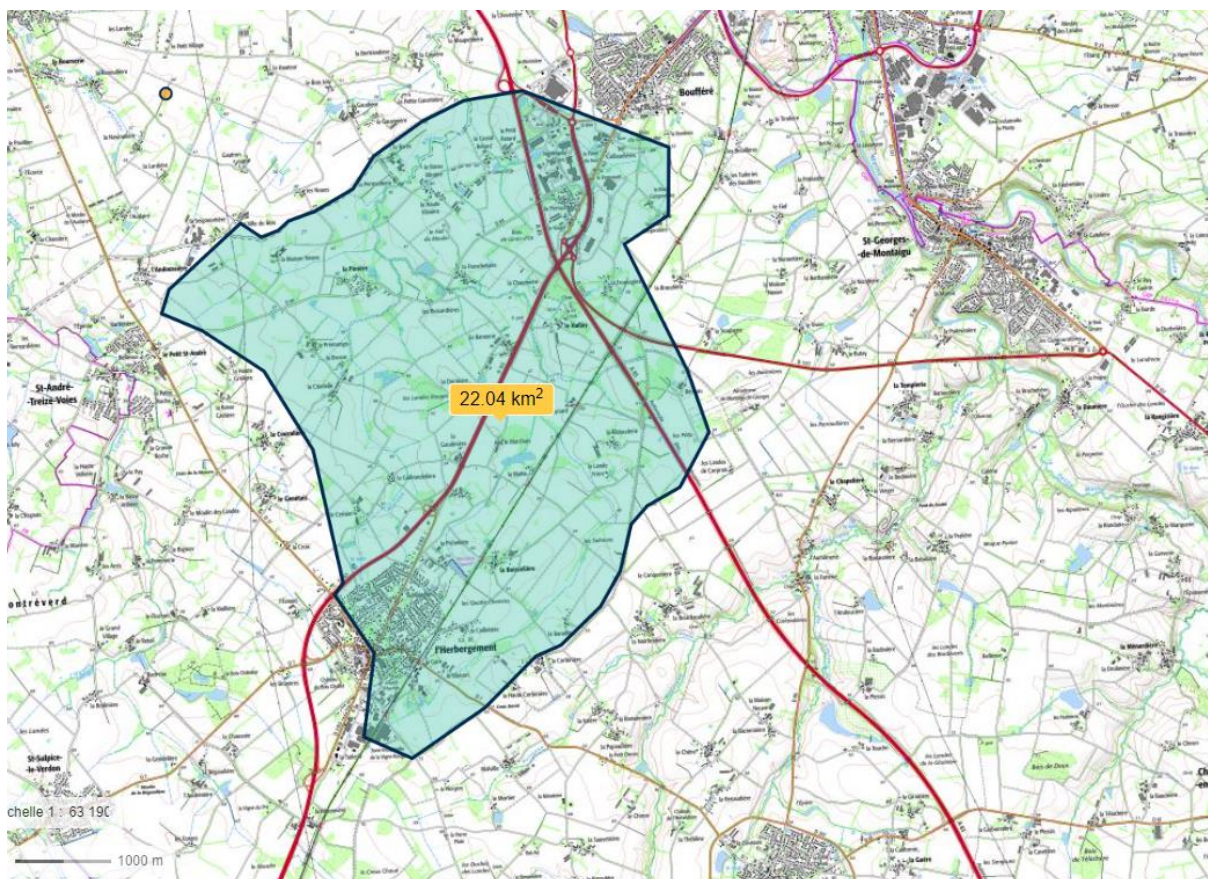
	janv	fev	Mars	avr	Mai	Juin	juil	Août	Sept	oct	nov	dec	Total
Cumul moyen Précipitation	95.8	73	61.7	70.9	68	41.1	52.1	62.9	71.5	103.3	103.4	102.7	906.4

Le remplissage de la retenue sera issu du bassin versant gravitaire.

Le remplissage se fera en période hivernale (1<sup>er</sup> novembre-31 mars)

Bassin versant au point de pompage :

<b>Quinquennale (sèche)</b>	3,15 [2,17 ; 4,08]
<b>Biennale (médiane)</b>	5,52 [4,72 ; 6,36]



### 3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation

Quinquennale (sèche)	3,15 [2,17 ; 4,08]
Biennale (médiane)	5,52 [4,72 ; 6,36]

	La Maine à Remouillé	Cours d'eau au point de pompage
Bassin versant	597 km <sup>2</sup>	22.04 km <sup>2</sup>
Débit en m3/s quinquennale sèche	5.52m3/s	0.20 m3/s
Volume prélevable en 150j à 5%		127 750 m3

Le volume disponible en relevage est de 127 750 m3 en période moyenne.

**Au total :**

**Impluvium : 10 000 m3**

**Par relevage : 127 750 m3**

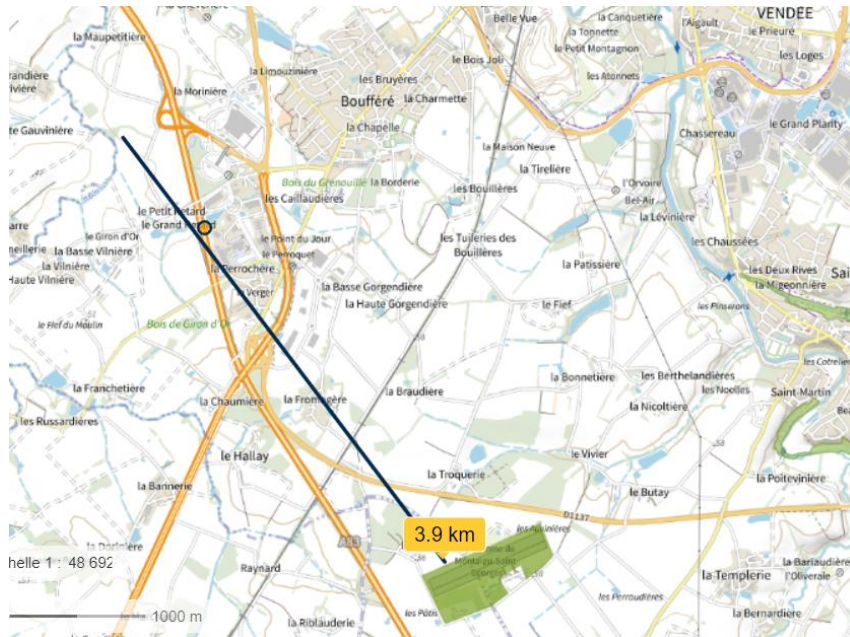
**127 750 m3 seront disponible pour le remplissage de la retenue en période hivernale.**

**Période de prélèvement et déconnexion :**

Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1er novembre au 31 Mars. En dehors de cette période, les eaux de ruissellement seront déviées vers un fossé de contournement permettant la déconnexion de la retenue et le milieu. Le pompage sera stoppé une fois la période de remplissage terminée.



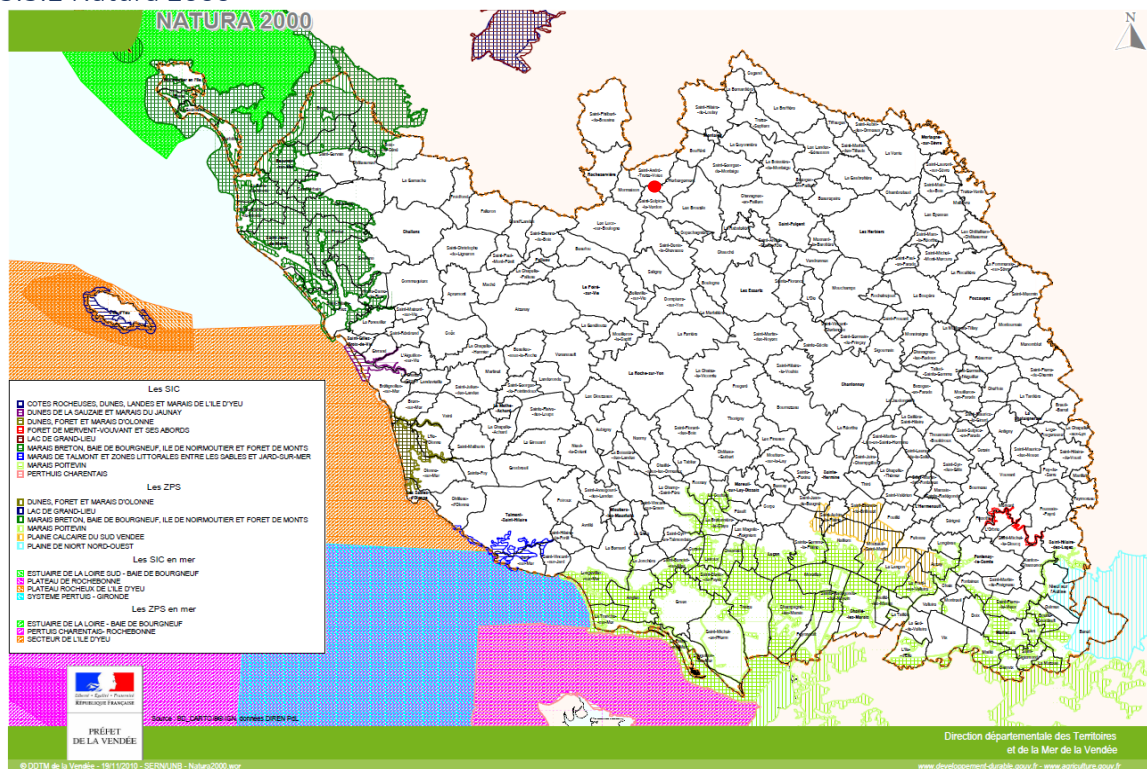
### 3.3.1 Les ZNIEFF



**ZNIEFF type de 1 520616303**  
**AÉRODROME DE MONTAIGU / SAINT-GEORGES**

Le projet se situe à 3.9 km de la ZNIEFF la plus proche. ZNIEFF de type 1 Aérodrome de Montaigu

### 3.3.2 Natura 2000

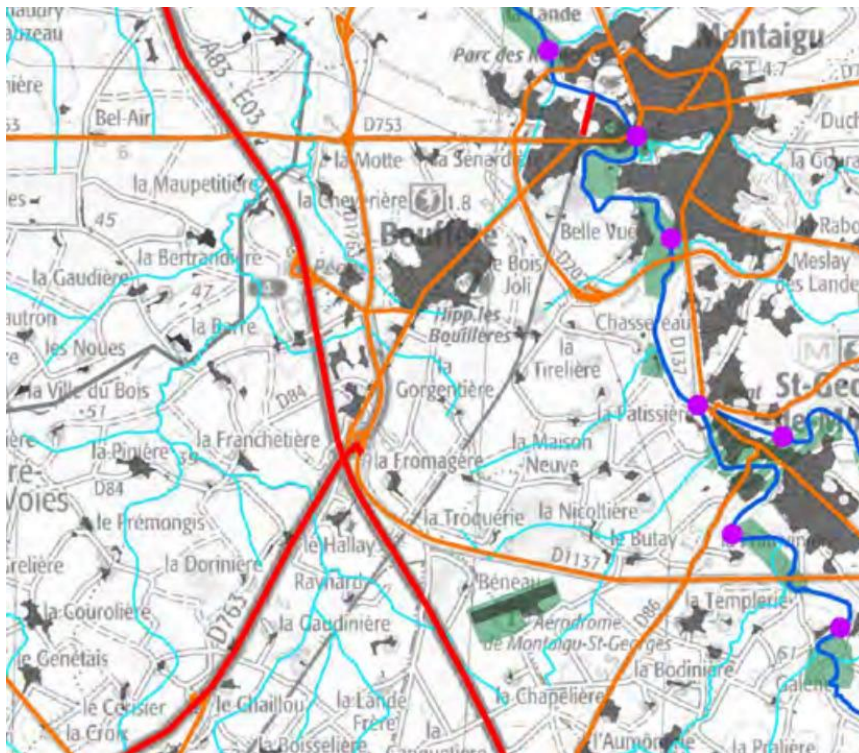


Le projet se situe à plus de 20 km de la zone Natura 2000 la plus proche.

**Lac de Grand Lieu FR 52000625**



### 3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire



Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleu sans savoir de vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espèces contigus

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau...)

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets...)

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

Le projet ne s'inscrit pas dans aucun corridor écologique.

La création ne fera pas obstacle à la continuité des corridors et cours d'eau à proximité.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors.

**Les parcelles projets se situent dans aucun corridor écologique, le projet visera à ne supprimer aucune haie ou arbre isolé.**



### 3.4 Zones humides

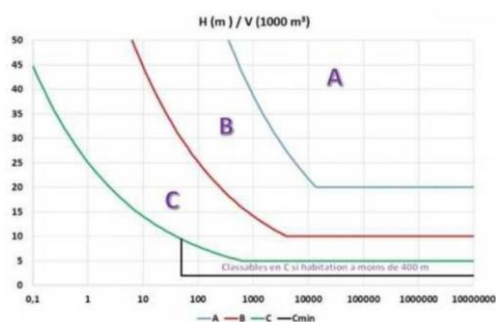


Le projet ne se superposera à aucune zone humide.

### 3.5 Environnement proche

#### 3.5.1 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage. **Le volume hors sol de la retenue sera inférieur à 50 000 m<sup>3</sup>.**



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que  $K > 20$ . Relèvent également de la même classe les barrages des hauteurs supérieures à 2m, qui retiennent aussi plus de 0.05 millions de m<sup>3</sup> et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement. Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage. Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence.

Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

### 3.5.2 Périmètre eau potable :

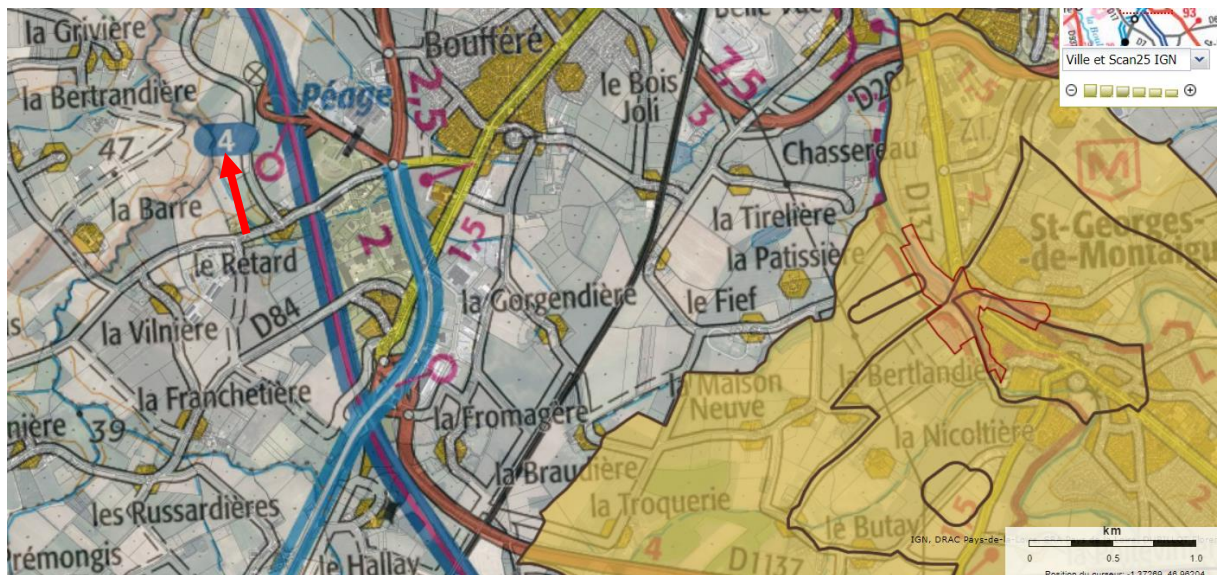
Le projet ne se superpose pas au périmètre pas au périmètre d'AEP le plus proche, le barrage de la Bultière. Le barrage se situe à plus de 12 km du projet.

### 3.6 Servitudes

Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.

**Aucun réseau n'est présent à proximité du projet**

### 3.7 Zones de présomption archéologique.



Le projet ne se superpose à aucune zone de présomption archéologique. Dans tous les cas la DRAC sera consultée au titre de l'archéologie préventive.

## 4 Le SDAGE et le SAGE

Le projet sera compatible aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne.

Enfin, le projet tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE Sèvre Nantaise.

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines 1B

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1D

Limitier et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.



Maitriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9A

Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9B

#### 4.1 Le SAGE DE LA SEVRE NANTAISE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Sèvre Nantaise a été approuvé par arrêté préfectoral en 2005. Afin d'être mis en conformité avec la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006 et en compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne adopté fin 2009, une révision du SAGE a été initiée par la commission locale de l'eau fin 2009.

##### 4.1.1 Les enjeux locaux et dispositions

Sur la base de la stratégie du SAGE adopté en 2005 et de l'actualisation de l'état des lieux du bassin versant, la commission locale de l'eau a adopté la stratégie du SAGE révisé sur les enjeux suivants :

- 1 Amélioration de la qualité de l'eau
- 2 Gestion quantitative de la ressource en eau superficielle
- 3 Réduction du risque inondation
- 4 Amélioration de la qualité des milieux aquatiques
- 5 Valorisation de la ressource en eau et des milieux aquatiques
- 6 Organisation et mise en œuvre

Derrière chaque enjeu, la commission locale de l'eau identifie des orientations permettant de d'y répondre.

La commission locale de l'eau identifie quatre orientations permettant de répondre à l'enjeu de gestion quantitative de la ressource en eau :

- GQ1 : améliorer les connaissances et le suivi de la quantité de l'eau,
- GQ2 : améliorer la gestion des étiages,
- GQ3 : gérer les eaux pluviales,
- GQ4 : économiser l'eau potable.

#### **Disposition 31**

##### **Encadrer les prélèvements hivernaux**

31-1 La création de prélèvements hivernaux n'est permise que dans le respect des modalités suivantes :

- Qu'elle ne porte pas atteinte aux zones humides (cf. Disposition 65 sur les mesures compensatoires) et aux cours d'eau ;

- Que le remplissage hivernal se fasse par pompage et non par dérivation, après les premières crues d'automne ou à défaut avec une dérivation dont la déconnexion est assurée en cas d'impossibilité technique dûment justifiée.

31-2 L'organisation de la création de nouveaux prélèvements hivernaux, hors substitution, est basée sur des volumes prélevables établis à l'échelle des grands sous-bassins versants à l'initiative des associations d'irrigants ou organisme compétent, et autorités administratives compétentes. L'impact cumulé des retenues est étudié dans le cadre de ces schémas.

Ces nouveaux prélèvements sont accompagnés d'un programme de pratiques économes en eau et de l'implantation de cultures moins consommatrices en eau en période d'étiage.

31-3 Les retenues de substitution concernent des volumes stockés identiques ou inférieurs aux volumes initialement pompés dans le cours d'eau, et sont accompagnées d'un programme de pratiques économes en eau et de l'implantation de cultures moins consommatrices en eau en période d'étiage.

31-4 Un bilan est transmis annuellement par les autorités administratives compétentes à la commission locale de l'eau.

## **Disposition 69**

### **Définir les conditions pour la création de plans d'eau**

69-1 En complément de la disposition 1C-3 du SDAGE Loire Bretagne, la commission locale de l'eau demande que les nouveaux plans d'eau ou ceux à régulariser soient :

- construits :
  - en dehors de cours d'eau tels que caractérisés par l'autorité administrative compétente,
  - en dehors d'une zone humide sauf absence d'autres alternatives avérées (pour les mesures compensatoires se référer à la Disposition 65),
  - en dehors des bassins des réservoirs biologiques identifiés par la commission locale de l'eau (cf. Carte 13) (sauf retenues collinaires pour l'irrigation...),
- déconnectés du réseau hydrographique.

69-2 En application de la disposition 1C-2 du SDAGE Loire-Bretagne, la commission locale de l'eau transmet au préfet, à l'issue de l'étude visée dans la Disposition

## **4.2.2 Le règlement du SAGE**

### **Article 1 Organiser les prélèvements à l'échelle du bassin versant en période d'étiage**

L'article R.212-47-1° du code l'environnement permet au règlement d'édicter des mesures fixant des priorités d'usage de la ressource en eau, ainsi que la répartition en pourcentage de volumes globaux de prélèvement disponibles par catégorie d'utilisateur. Cette règle concourt à l'atteinte de l'objectif général d'assurer l'équilibre entre les prélèvements et la ressource disponible par une amélioration de la gestion des étiages, en complément de la disposition 30 du PAGD. L'étude de définition d'une stratégie de gestion quantitative de la ressource en eau en période d'étiage, menée dans le cadre de la révision du SAGE a permis de mettre en évidence :

- la forte sensibilité aux étiages des sous-bassins versants des Petite Maine, Grande Maine, Sèvre amont et Sanguèze et dans une moindre mesure des sous-bassins versants de la Maine, de la Sèvre moyenne et de l'Ouin ;
- le fait que l'essentiel des prélèvements est dédié à l'alimentation en eau potable et à l'irrigation ;
- le fait que les débits naturels des cours d'eau pour les Maines et la Sanguèze sont insuffisants pour maintenir le débit biologique. Dans ces conditions, les prélèvements en période d'étiage ne sont pas garantis.

Sont considérés comme prélèvements historiques les prélèvements suivants :

- les prélèvements ayant une autorisation pérenne à la date d'approbation du présent SAGE,
- les prélèvements ayant fait l'objet d'une autorisation temporaire au cours des années précédant la date d'approbation du présent SAGE.

A l'exclusion des prélèvements historiques définis ci-dessus et des prélèvements destinés à la production d'eau potable, tout nouveau projet de prélèvement direct dans le cours d'eau ou sa nappe d'accompagnement, instruit en vertu des articles L.214-1 à L. 214.3 du code de l'environnement ou en vertu de l'article L. 511-1 du même code (installations classées pour la protection de l'environnement), est interdit sur la période d'avril à octobre sur les bassins, localisés sur la carte 1, où le débit mensuel sec de période de retour cinq ans non influencé (QMNA5 naturel) est inférieur ou égal au débit biologique nécessaire au maintien d'un optimum d'habitats pour les espèces présentes sur les cours d'eau (DBh) (cf. tableau 1).

## **Article 2 Organiser l'ouverture périodique de certains ouvrages**

L'article R. 212-47 4° du code de l'environnement permet au règlement du SAGE de fixer des obligations d'ouverture périodique de certains ouvrages hydrauliques fonctionnant au fil de l'eau figurant à l'inventaire prévu au 2° du I de l'article L. 212-5-1, afin d'améliorer le transport naturel des sédiments et d'assurer la continuité écologique. Cette règle concourt à l'atteinte de l'objectif général d'améliorer la qualité des milieux aquatiques par la restauration des continuités écologiques, en complément de la disposition 59 du PAGD.

Sur le bassin versant de la Sèvre Nantaise, en 2010, 280 ouvrages hydrauliques ont été recensés sur les cours principaux, en sachant que 700 obstacles à l'écoulement tous types confondus ont été identifiés sur le bassin versant. Ces ouvrages peuvent perturber la continuité écologique définie par la libre circulation des espèces et le transport des sédiments. Un ouvrage est susceptible d'agir sur les écoulements et sur la morphologie du cours d'eau et de manière indirecte sur la qualité physico-chimique. L'ouverture coordonnée des ouvrages hydrauliques a pour objectif :

- de favoriser le transit des sédiments,
- et de favoriser une meilleure circulation piscicole le temps de l'ouverture.

Notons que cette action, bien que concourant à la reconquête de la continuité écologique, ne répond pas à l'objectif de réduction du taux d'étagement. Les ouvrages visés concernent les ouvrages manœuvrables, qui ont fait l'objet d'une ouverture hivernale des vannes dans le cadre du contrat restauration entretien de 2008-2013, hors projets d'effacement total ou partiel ayant aboutis ou devant aboutir dans les cinq prochaines années.

### **4.1.3 Arrêté Ministériel du 9 juin 2021**

La création du plan d'eau respectera l'ensemble des articles énumérés aux 6 chapitres de l'Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement



## 5. Conclusion

Le projet de création de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Aux vues des premiers éléments, le projet semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires permettant sa mise en œuvre.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques.